Bibliographie

Nathalie Leménager

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3560>

DOI : 10.4000/formationemploi.3560

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 23 avril 2012

Pagination : 117-131

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Nathalie Leménager, « Bibliographie », *Formation emploi* [En ligne], 117 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 11 juin 2012, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.3560>

Bibliographie

Sélection bibliographique d'ouvrages sur la thématique « insertion et enseignement supérieur » avec un classement antéchronologique. Elle a été élaborée à partir de la base de données bibliographiques « Formation-Emploi » du Céreq.

Cette bibliographie a été réalisée par Nathalie LEMÉNAGER

■ Étudier en licence : parcours et insertion

Cordonnée par Isabelle Borras, Dominique Epiphane, Philippe Lemistre, et *al.*

Marseille : Céreq, 2012, 237 p.

Collection « Relief. Echanges du Céreq », n° 36

Cet ouvrage est le résultat des derniers travaux du groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES), qui réunit des chargés d'études du Céreq et de ses centres associés, des représentants des observatoires des universités et de la DGESIP. La thématique porte sur les parcours des étudiants de licence (L). L'analyse est présentée en deux temps : modalités d'accès au L et parcours pendant les trois premières années de formation ; poursuite d'études et insertion des diplômés de L3. Des choix effectués par les bacheliers après le bac aux déterminants des poursuites d'étude, des mesures et les analyses du décrochage en L1 à l'insertion des diplômés de L3, professionnelles ou générales, les différents contributeurs passent au crible tout le premier cycle de l'enseignement supérieur.

<http://www.cereq.fr/index.php/content/download/3386/34972/file/Relief36.pdf>

■ La professionnalisation mise en objet

Didier Demazière, Pascal Roquet et Richard Wittorski (dir.)

Paris : L'Harmattan, 2012, 284 p.

Coll. « Action & savoir »

La nécessité de « professionnaliser » et l'injonction de « se professionnaliser » renvoient à un usage social de plus en plus répandu. Cela touche les individus dans leur parcours formatif et professionnel, les institutions éducatives dans les objectifs de certification et/ou d'insertion professionnelle, les organisations de travail dans l'évolution des compétences individuelles et collectives. Cet enjeu sociétal et individuel interroge la relation formation-emploi dans de nouveaux contextes éducatifs, formatifs et professionnels. Le sujet de cet ouvrage vise à approfondir différentes approches de la professionnalisation

dans les champs éducatifs, formatif, du travail à partir de recherches empiriques ou de réflexions plus théoriques, épistémologiques, méthodologiques. Les sciences de l'éducation et la sociologie sont les principales disciplines convoquées ici. L'ouvrage se divise en trois parties selon des approches spécifiques de la professionnalisation : entre perspectives théoriques et approches méthodologiques, au croisement des institutions et des sujets, et au travers de dispositifs de développement et de pratiques d'accompagnement.

■ **L'échappée belle : parcours scolaires et cheminements professionnels des étudiants d'origine populaire diplômés de l'université (1970-2010)**

Cédric Hugrée, sous la direction de Stéphane Beaud

Thèse pour le doctorat en sociologie, Université de Nantes, 2010, 490 p. + annexes

Ce travail se situe au croisement de la sociologie de l'éducation, de la sociologie de la stratification sociale et de la sociologie de l'emploi. Il interroge les parcours scolaires et les premiers cheminements professionnels des étudiants diplômés de l'université (Bac + 3 et plus) issus des classes populaires. La première partie revient sur l'émergence, à la fin des années 1960, d'une question étudiante progressivement centrée sur la question de l'insertion professionnelle. Focalisant alors l'attention sur les formations les plus immédiatement rentables sur le marché de l'emploi, l'actuelle situation universitaire se caractérise notamment par une méconnaissance des destinées et des cheminements professionnels de ceux que Stéphane Beaud avait appelé la génération des « enfants de la démocratisation ». La deuxième partie propose alors de mettre cette notion à l'épreuve des résultats d'exploitations secondaires d'enquêtes statistiques sur les parcours scolaires et d'une enquête ethnographique auprès de vingt-deux étudiants sortis diplômés des universités de Nantes et du Mans depuis le début des années 2000. Elle révèle ainsi un « haut » scolaire et social de cette génération dont les scolarités se présentent objectivement et subjectivement comme honorables. La troisième partie analyse alors les premiers devenirs professionnels de ce « haut » des enfants de la démocratisation à partir de plusieurs enquêtes longitudinales d'insertion et de l'enquête ethnographique évoquée plus haut. Elle montre notamment que l'enjeu des insertions de ces étudiants est la conversion de leurs scolarités honorables en mobilités sociales ascendantes raisonnables. Finalement, c'est au terme de ce processus de transition professionnelle que l'expression d'échappée belle du « haut » des enfants de la démocratisation scolaire revêt son double sens : celui d'une belle échappée (sociale et scolaire) à laquelle est souvent associé le sentiment de « l'avoir échappé belle ».

■ **Les formations par apprentissage : un outil au service d'une démocratisation de l'enseignement supérieur ?**

Prisca Kergoat

Marseille : Céreq, 2010, 27 p.

Collection « Net.Doc », n° 75

L'apprentissage est-il un outil au service de la démocratisation de l'enseignement supérieur ? En d'autres termes, la création d'une « filière » apprentissage (du CAP au diplôme d'ingénieur) permet-elle aux jeunes les plus défavorisés de s'élever au sein de la hiérarchie des diplômes ? L'extension apprentissage de l'enquête Génération 2004 du Céreq fournit des éléments de réponse grâce aux données recueillies sur les caractéristiques sociales du public apprenti dans l'enseignement supérieur. Elles peuvent être comparées d'une part, à celles des apprentis se préparant à des emplois d'employés ou d'ouvriers et, d'autre part, à celles des étudiants préparant des spécialités de formation identiques. L'apprentissage a fortement progressé au sein du supérieur: en 2008, celui-ci regroupe plus de 20 % des effectifs d'apprentis. Un premier constat fait tomber le présupposé de l'apprentissage comme « ascenseur social ». Les apprentis du « haut » ne sont pas les apprentis du « bas » : plus le niveau de formation s'élève, plus la proportion d'enfants d'ouvriers dans la population apprentie diminue. Les apprentis du supérieur ont une origine sociale comparable à celle des étudiants. Plus encore, les apprentis du « haut » n'ont jamais été des apprentis du « bas ». En effet, seuls 12 % des apprentis du supérieur sont issus d'une formation par apprentissage. L'entrée de l'apprentissage au sein de l'enseignement supérieur ne réduit donc pas les inégalités et aurait tendance à les renforcer. L'examen de la répartition sexuée par spécialités mais aussi et surtout par filières de formation le prouve également. La comparaison entre filières révèle que l'apprentissage résiste encore bien plus à la mixité que les formations traditionnelles. L'apprentissage accentue également les inégalités auxquelles sont confrontés les jeunes issus de l'immigration maghrébine. À la différence que, pour ces derniers, l'entrée de ce mode de formation dans le supérieur s'accompagne d'une baisse de leur effectif. Une monographie réalisée dans une université de la région parisienne éclaire quelques uns des mécanismes producteurs des inégalités constatées au niveau statistique. Les politiques éducatives, marquées par une mise en correspondance quasi mécanique de la formation avec l'emploi, et formulées en termes d'élévation de niveau de formation seraient, en partie, à la source des inégalités observées. Vouloir accroître les niveaux de formation implique une hiérarchisation des savoirs qui contribue à dévaloriser le « bas », les formations professionnelles (classées aux niveaux V et IV) et à confronter les détenteurs d'un bac pro à un véritable « plafond de verre ». À cette première forme de hiérarchisation s'en ajoute une seconde induite par les pratiques de sélection des entreprises et des établissements de formation. Le primat accordé à l'entreprise dans le cadre de l'apprentissage conduit à légitimer une sélection axée sur les « manières d'être », tout en participant à sa diffusion au sein même des universités et des IUT (Instituts universitaires de technologie). C'est ainsi que les mécanismes de sélection et d'exclusion propres au fonctionnement du marché du travail ne déterminent plus seulement l'accès à l'emploi, mais aussi l'accès à l'éducation. L'apprentissage est aujourd'hui une stratégie qui tend progressivement à devenir l'apanage des classes intermédiaires contribuant à détourner sa vocation première, celle de permettre à des jeunes d'acquérir un titre de l'enseignement supérieur qu'ils n'auraient sans doute jamais pu acquérir autrement.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc75.pdf>

■ Les mondes étudiants : enquête conditions de vie 2010

Observatoire de la vie étudiante, sous la direction d'Olivier Galland, Elise Verley et Ronan Vourc'h

Paris : Direction de l'information légale et administrative, 2011, 240 p.

Collection « Etudes & recherche »

On recense aujourd'hui plus de 2,3 millions d'étudiants en France. L'accroissement des effectifs de l'enseignement supérieur s'est accompagné d'une différenciation des sous-populations étudiantes autour de critères tels que l'origine sociale, le sexe, la classe d'âge et, surtout, le type d'études. C'est ce dernier point qui cristallise les plus profondes disparités du monde étudiant et sous-tend les clivages les plus prononcés entre genres de vie et modes de socialisation. Dans cette perspective, les analyses proposées dans cet ouvrage rendent compte des effets conjugués de l'évolution du profil social du public étudiant et de la diversification de l'offre de formation et des trajectoires. Elles visent à décrire les profils étudiants, leurs orientations et parcours dans le supérieur, la variabilité des pratiques studieuses et des conditions de vie, leurs attitudes et aspirations, en fonction notamment de l'appartenance à l'une des grandes filières de l'enseignement supérieur.

■ Origine sociale et insertion professionnelle après des études supérieures : des diplômés plus égaux que d'autres

Julien Calmand et Dominique Epiphane

Marseille : Céreq, 2010, 18 p.

Collection « Net.Doc », n° 76

Particulièrement vif dans les années soixante-dix, le débat sur l'aspect méritocratique de l'école ressurgit aujourd'hui. L'école permet-elle à tous les enfants, quel que soit leur milieu social d'origine, d'obtenir une formation et une position sociale conforme à leur mérite ou contribue-t-elle à la reproduction et à la légitimation des hiérarchies sociales ? Depuis plusieurs décennies, l'accès à l'enseignement supérieur s'est considérablement élargi. Aujourd'hui, plus de 50 % d'une classe d'âge atteint ce niveau d'études. La question de sa démocratisation reste d'actualité, même si l'allongement de la scolarité a déplacé le curseur pour la mesurer. C'est désormais à l'aune de la probabilité d'accéder aux filières les plus prestigieuses et/ou les plus rentables sur le marché du travail et d'y obtenir effectivement un diplôme qu'elle doit être appréciée. Licences et masters professionnels font partie de ces diplômes prisés et efficaces sur le marché du travail. L'origine sociale de leurs étudiants est, relativement, plus modeste que celle des étudiants des filières générales et de recherche. En outre, posséder une licence professionnelle permet effectivement aux jeunes d'origine modeste d'accéder aux mêmes cibles professionnelles que les enfants d'origine sociale plus élevée. Mais ces emplois sont très rarement des emplois de cadres. Si le développement des licences professionnelles a bel et bien permis à davantage d'enfants d'origine modeste d'atteindre le niveau licence, il n'ouvre pas pour autant la porte des destinées professionnelles les plus prisées. Les évolutions récentes observées « profitent »

donc à un public aujourd'hui plus large et certains types de diplômes (comme les licences professionnelles par exemple) neutralisent plus que d'autres les effets de l'origine sociale sur les débuts de carrières de leurs détenteurs. Les clivages en termes d'origine sociale n'ont pas disparu pour autant. Les données sont issues de l'enquête Génération 2004 du Céreq, et portent sur l'année 2007.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc76.pdf>

■ Université : les défis de la professionnalisation

Laure Gayraud, Georgie Simon-Zarca et Catherine Soldano

Marseille : Céreq, 2011, 31 p.

Collection « NEF - Notes emploi formation », n° 46

La professionnalisation à l'université recouvre aujourd'hui deux dimensions : l'acquisition de compétences professionnelles reconnues, mais aussi l'accompagnement des étudiants dans leur parcours d'études en vue de leur future insertion sur le marché du travail. Ces nouvelles missions ont obligé les universités à repenser une approche de la professionnalisation à la fois dans la construction de leur offre de formation et dans sa mise en œuvre par des structures *ad hoc*. Comment la professionnalisation se pense et se construit à l'université ? La note aborde cette question d'un triple point de vue. La première partie donne une image globale de la professionnalisation dans l'enseignement supérieur et de ses évolutions. Des DUT (diplômes universitaires de technologie) aux licences et masters pro, l'offre s'est en effet fortement diversifiée. En 2008, 42 % des étudiants sont engagés dans une formation professionnelle au sein du système universitaire, formations qui ne présentent pas toutes le même degré de professionnalisation. La combinaison de différents registres (engagement des milieux professionnels, positionnement du diplôme dans un cursus, mode d'entrée sur le marché du travail) permet d'en dresser une typologie. Le passage au LMD (licence-master-doctorat) conforte le caractère inéluctable du mouvement de professionnalisation à l'université. Dans la lignée des directives européennes, et notamment de la Stratégie de Lisbonne, l'insertion professionnelle des étudiants, leur « employabilité » deviennent des enjeux stratégiques forts. Cette seconde partie met l'accent sur le recadrage politique des missions des universités qui doivent désormais se préoccuper de l'orientation et de l'insertion professionnelle de leurs étudiants. La troisième partie examine plus finement la mise en œuvre du Plan pour la réussite en licence de 2007 dans une dizaine d'universités. Elle analyse la manière dont se déclinent l'intégration de modules de professionnalisation dans les licences générales, la place du stage et la préparation du projet professionnel. Elle aborde enfin la question des dispositifs adoptés au service de la mission d'insertion. Le déplacement qui s'est opéré ces dernières années de la professionnalisation des formations vers celle des missions des universités modifie en profondeur le système universitaire.

<http://www.cereq.fr/index.php/content/download/1977/22715/file/nef46.pdf>

■ L'effet de la qualité des stages sur l'insertion professionnelle : le cas des diplômés de l'enseignement supérieur

Jean-François Giret et Sabina Issehnane

Marseille : Céreq, 2010, 44 p.

Collection « Net.Doc », n° 71

Les stages sont régulièrement présentés comme une condition nécessaire, si ce n'est suffisante, d'une bonne insertion sur le marché du travail. Les compétences acquises en dehors du système éducatif procureraient aux stagiaires un avantage décisif pour trouver un emploi. Des inquiétudes sont néanmoins apparues ces dernières années face à une multiplication des stages dans le parcours des étudiants, ce qui retarderait leur accès à une première activité salariée sans pour autant donner une réelle valeur professionnelle à ces expériences acquises en cours d'études. Ils permettraient de plus à certains employeurs d'ajuster leur main-d'œuvre aux variations de l'activité économique et se substitueraient aux recrutements. Quelle est la valeur professionnelle des stages suivis par les étudiants au cours de leur formation ? L'enquête Génération 2004 du Céreq permet de recueillir de manière détaillée les caractéristiques du stage le plus long effectué par le jeune (gratification, durée, contacts avec le maître de stage, lien avec les connaissances apprises en formation initiale, le type d'employeur,...). Elle confirme tout d'abord leur grande hétérogénéité. Une typologie distingue ainsi cinq grandes catégories de stages : des stages « formateurs et gratifiés », des stages « courts sans aucune gratification », des stages « de longueur moyenne avec une faible gratification », des stages « longs sans gratification » et des stages « facultatifs et plutôt longs ». Les deux premières catégories, qui représentent respectivement 38,5 % et 43,6 % des stages, s'opposent sur le montant de la gratification, mais également sur le lien avec les connaissances acquises en formation ou sur la fréquence des contacts du stagiaire avec le maître de stage. Le type de stage effectué est étroitement associé aux formations par lesquelles sont passées les jeunes : en général, plus la formation est élevée, prestigieuse et sélective, plus le stage sera gratifié et formateur. Les analyses montrent également que les différents types de stages n'ont pas les mêmes effets sur l'insertion professionnelle, et ce à formation identique. En effet, « toutes choses égales par ailleurs », plus le stage est gratifié et formateur, plus les jeunes ont des chances de trouver un premier emploi dans l'entreprise où ils l'ont effectué. De même, si l'on considère l'effet du stage sur le salaire des jeunes, trois ans après leur sortie du système éducatif, ce type de stage est également plus valorisé que les autres. C'est également le cas des stages facultatifs qui semblent être considérés par les employeurs comme une expérience professionnelle à part entière.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc71.pdf>

■ Les étudiants des STS et des IUT : comparaison des conditions d'orientation, des parcours de formation et d'insertion

Yvette Grelet, Claudine Romani et Joaquim Timoteo

Marseille : Céreq, 2010, 97 p.

Collection « Net.Doc », n° 65

Ce document de travail compare les filières STS et IUT (respectivement sections de techniciens supérieurs et Instituts universitaires de technologie), sur lesquelles le débat public actuel est actif (Partie I). En 2004, 79 000 jeunes titulaires d'un BTS (brevet de technicien supérieur) ou d'un DUT (diplôme universitaire de technologie) sont entrés sur le marché du travail. Pour mesurer l'importance prise par ces deux filières de formation, il faut ajouter à ce chiffre les 150 000 jeunes sortants de l'enseignement supérieur cette même année et qui avaient intégré ces filières sélectives après leur baccalauréat : 105 000 en STS, 43 000 en IUT. Analyser où sont allés ces jeunes à la suite de leur formation en STS ou en IUT pose, en miroir, la question de savoir d'où ils viennent, quelles ont été leurs conditions d'orientation (Partie II), leurs itinéraires dans l'enseignement supérieur (Partie III) et les conditions de leur insertion dans l'emploi au cours de leurs trois premières années de vie active (Partie IV). Cette étude s'appuie sur une exploitation originale de l'enquête « Génération 2004 », réalisée par le Céreq. Les résultats montrent tout d'abord que le type de baccalauréat obtenu a pesé de façon déterminante sur le choix de ces deux filières. STS et IUT divergent par l'importance plus ou moins grande des bacheliers technologiques dans leurs populations de jeunes entrants. Pour ces jeunes bacheliers, et plus encore pour ceux détenant un baccalauréat professionnel, la destination privilégiée est la filière STS. En revanche, les IUT recrutent de préférence des bacheliers technologiques et surtout des bacheliers généraux. La hiérarchie scolaire est ici réaffirmée. Les jeunes possédant un baccalauréat général prolongent leurs études au sein des filières « nobles et réputées » de l'enseignement supérieur généraliste ou professionnalisé. L'inscription en STS ou en IUT après le baccalauréat n'est cependant que le début d'une carrière dans l'enseignement supérieur qui a pu se terminer prématurément (décrochage), se clore avec l'obtention du diplôme de fin de cycle (sortie directe), connaître des bifurcations (réorientation), ou encore se prolonger vers des niveaux supérieurs (poursuite d'études). Ces quatre types de parcours sont inégalement représentés dans ces deux filières. En STS, 22 % des étudiants ont décroché sans atteindre le diplôme, tandis qu'en IUT ils ne sont que 12 %. Mais ne pas aller jusqu'au bout de son diplôme peut aussi être le fait d'une réorientation en cours d'études : peu fréquentes pour les jeunes s'étant dirigés vers les STS, ces bifurcations ont concerné 11 % des jeunes entrés en IUT dont la moitié d'entre eux obtiendront un diplôme final de niveau licence. À côté des décrocheurs et des réorientés, des jeunes ont pu intégrer directement le marché du travail après l'obtention de leur BTS ou de leur DUT. C'est le cas pour 61 % des inscrits en STS et 35 % des inscrits en IUT. Enfin, poursuivre ses études au moins une année supplémentaire a été une option plus couramment prise par les diplômés de DUT. Ce parcours n'a concerné que 14 % des inscrits en STS contre 42 % pour les jeunes s'étant inscrits en IUT. La bonne insertion professionnelle des titulaires d'un BTS ou d'un DUT est certes toujours d'actualité. Mais les premières années de vie active n'ont pas été nécessairement identiques pour les jeunes ayant suivi des études dans l'une ou l'autre de ces deux filières. Entrer sur le marché du travail juste après l'obtention du diplôme semble ainsi mieux réussir aux titulaires de BTS que de DUT. En revanche, prolonger les études pour les BTS n'offre pas un gain évident au regard de

l'accès à l'emploi, le fait d'avoir emprunté la voie de l'apprentissage jouant encore plus que la poursuite d'études pour leur insertion. Il en va tout autrement pour les post-DUT pour lesquels la poursuite d'études semble être beaucoup plus rentable à partir de la licence, en débouchant sur une probabilité plus forte d'accéder ou de se maintenir dans l'emploi.
<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc65.pdf>

■ L'excellence universitaire et l'insertion professionnelle : leçons des expériences internationales

Philippe Aghion

Paris : ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2010, 58 p.

Philippe Aghion, professeur d'économie à l'université de Harvard et membre du Conseil d'analyse économique, a été chargé par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, d'une mission d'analyse des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche. Ce rapport aborde la capacité des établissements d'enseignement supérieur à former des jeunes adultes aptes à s'insérer efficacement dans le marché du travail. Il met l'accent sur le premier cycle universitaire, appelé généralement « Undergraduate ». (source : Documentation française)

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000379/index.shtml>

■ Filières professionnelles et générales à l'université : l'impact du parcours sur l'insertion. Éléments d'analyse pour les L3

Philippe Lemistre

Marseille : Céreq, 2010, 16 p.

Collection « Net.Doc », n° 69

La professionnalisation de l'enseignement supérieur est souvent justifiée par une indéniable meilleure insertion des jeunes sortants des filières professionnelles en regard des sortants des filières générales. Une hypothèse est alors érigée en évidence : c'est la formation elle-même qui apporte cet avantage comparatif. Or, il existe une explication alternative liée à la sélectivité des filières professionnelles. Les performances à l'insertion sont alors le reflet des caractéristiques individuelles et des performances dans le système éducatif au cours du parcours de formation antérieur. Éléments qui ont permis d'intégrer les filières sélectives. Or, étendre la professionnalisation c'est nécessairement baisser la sélectivité et donc éventuellement annihiler tout avantage comparatif. À l'appui de cette conjecture, pour les jeunes sortants du système éducatif en 2004 au niveau L3 observés au premier emploi, il s'avère effectivement que la sélection en amont pour accéder aux licences professionnelles explique en grande partie l'avantage à la primo insertion par rapport aux sortants de licences générales. Au niveau L3, professionnaliser davantage les filières *via* une inévitable baisse de sélectivité pourrait alors avoir des effets très limités sur l'insertion à l'avenir.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc69.pdf>

■ L'insertion des docteurs : enquête Génération 2004, interrogation 2007

Julien Calmand et Jean-François Giret

Marseille : Céreq, 2010, 38 p.

Collection « Net.Doc », n° 64

Sortir avec un diplôme élevé de l'enseignement supérieur protège du chômage ; si cette constatation s'avère globalement juste, elle est fautive pour le doctorat. L'insertion des docteurs est spécifique et reste donc difficile au regard de celle des autres sortants de l'enseignement supérieur. Trois ans après leur sortie du système scolaire, 10 % des jeunes docteurs de la Génération 2004 sont au chômage (hors santé). Ce taux est de 8 % pour l'ensemble des diplômés du supérieur. Un peu moins de 50 % travaillent dans le secteur public qui reste leur principal débouché. 73 % trouvent leur premier emploi en moins de trois mois, 10 % entre 3 et 6 mois et 1 % en plus de 6 mois. L'insertion des docteurs est très marquée par les conditions de réalisation de la thèse et par les disciplines étudiées. Les docteurs ayant obtenu un financement CIFRE1 ou une allocation de recherche s'insèrent beaucoup mieux que les autres. L'avantage est notable tant en termes de taux d'emploi qu'en termes de stabilisation dans l'emploi. Les jeunes sortants de sciences de l'ingénieur et de droit-sciences éco-gestion s'insèrent beaucoup mieux que les docteurs en chimie ou en lettres et sciences humaines (LSH) qui sont plus de 10 % à être au chômage. L'insertion dans la recherche privée concerne plus de 20 % des docteurs alors que la recherche académique emploie 41 % d'entre eux trois années après leur soutenance de thèse. Près de 30 % des docteurs de la Génération 2004 occupent d'autres fonctions que la recherche. Les conditions de réalisation de la thèse ainsi que la discipline influent aussi sur le secteur d'insertion et la fonction occupée. Plus de 70 % des docteurs souhaitaient travailler dans la recherche académique ou publique. Les docteurs travaillant dans le privé sont beaucoup mieux rémunérés que ceux qui occupent un poste dans le public. Cependant, ceux qui ne sont pas sur des postes de recherche se sentent déclassés subjectivement : ils sont beaucoup plus nombreux à déclarer être employés en dessous de leur niveau de compétences. Les résultats présentés dans ce document sont issus de l'extension « docteurs » de l'enquête Génération 2004, financée par la Direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGSIP). Les résultats qui suivent sont ceux qui ont été transmis aux financeurs dans le cadre du rapport final.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc64.pdf>

■ Les jeunes diplômés de 2009 : situation professionnelle en 2010

Association pour l'emploi des cadres, Bos Brigitte, Delattre Sylvie

Paris : APEC, 2010, 96 p.

<http://jd.apec.fr/Emploi-stage/Marche-Emploi/Enquetes-Apec/Enquetes-2010/Diplomes-de-2009/L-emploi-des-jeunes-diplomes-subit-toujours-la-crise>

■ Première enquête nationale d'insertion professionnelle des diplômés de master

ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Paris)

Paris : ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2010.

Avec la participation des universités, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a réalisé, pour la première fois, une enquête nationale sur l'insertion professionnelle de leurs diplômés. Les indicateurs d'insertion ont été élaborés en collaboration avec la Conférence des présidents d'université, le Céreq et le délégué interministériel à l'orientation. Ils ont pour objectif d'évaluer la situation professionnelle des étudiants 30 mois après l'obtention du diplôme. L'enquête a porté sur les diplômés de master de 2007 ; elle a été réalisée entre décembre 2009 et juillet 2010. Les résultats de l'enquête fournissent les taux d'insertion par université, par grand domaine (4 grands domaines : droit-économie-gestion, lettres-langues et arts, sciences humaines et sociales, et sciences, technologies et santé) et par discipline. (Source : MESR)

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24447/taux-d-insertion-professionnelle-des-etudiants-par-universite-et-discipline.html>

■ Quels emplois pour les débutants diplômés du supérieur ? Une analyse de la qualité des emplois au cours des trois premières années de vie active de la Génération 2004

Moncel Nathalie

Marseille : Céreq, 2010, 26 p.

Collection « Net.Doc », n° 67

L'enquête Génération 2004 décrit les trajectoires d'emploi des jeunes sortis diplômés de l'enseignement supérieur en 2004. Elle nous renseigne ainsi sur la qualité des emplois occupés par ces débutants au cours de leurs trois premières années de vie active. Une analyse typologique conduit à distinguer trois classes de positions professionnelles selon la qualité des emplois en termes de salaire, de statut, de temps de travail, d'accès à la formation, et selon la durée et l'occurrence dans les trajectoires d'insertion. La classe des emplois de qualité supérieure regroupe un quart des positions professionnelles offertes aux débutants. Elle concentre des emplois sur des postes d'encadrement, occupés par des sortants à niveau bac + 5 d'écoles et de filières universitaires professionnalisées, notamment celles des spécialités médicales. À l'autre bout de l'échelle se trouvent regroupées 30 % des positions professionnelles, sur des postes d'employés des services et du commerce et d'ouvriers de l'industrie, dont les conditions d'emploi associent faibles salaires et instabilité. Les jeunes diplômés du supérieur n'y font que passer pour peu qu'ils aient un diplôme supérieur à bac + 2. Une large part des emplois que connaissent les jeunes au cours de leurs trois premières années de vie active, se situe dans une classe moyenne rassemblant les professions intermédiaires et les enseignants ainsi que certains emplois d'exécution situés dans les secteurs financiers, les services professionnels aux entreprises et l'administration.

Plus que la filière ou la spécialité de formation, c'est le niveau du diplôme de sortie qui va déterminer les chances d'accès des débutants aux différentes classes d'emploi. Les opinions des jeunes sur leur situation professionnelle corroborent la qualité mesurée des emplois. Le sentiment de dévalorisation des diplômes est fort pour les débutants sur des emplois de mauvaise qualité alors que les débutants ayant des emplois de qualité supérieure se sentent à leur place et expriment le souhait de rester dans cet emploi.
<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc67.pdf>

■ Rapport d'analyse des schémas directeurs de l'aide à l'insertion professionnelle

Patrick Hetzel

Paris : ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2010, 43 p.

Dans le cadre de la mise en œuvre des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP), la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a demandé par circulaire en date du 19 novembre 2008 aux présidents d'université d'élaborer et de lui adresser un schéma directeur de l'aide à l'insertion professionnelle, afin qu'ils précisent notamment leurs objectifs en la matière, la façon dont ceux-ci s'inscrivent dans la stratégie de l'établissement, l'articulation des différents services concourant à cette mission et les mesures concrètes à mettre en œuvre. Ce rapport dresse le bilan des actions menées au sein des universités. (La Documentation française)

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000298/index.shtml?xtor=EPR-526>

■ Approches de la mobilité étudiante

Coordonné par Jean-François Giret et Françoise Stoeffler-Kern

Marseille : Céreq, 2009, 121 p.

Collection « Net.Doc », n° 48

Ce travail, réalisé par le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES), propose plusieurs pistes d'analyse pour mieux cerner les multiples facettes de cette mobilité étudiante. La notion de mobilité étudiante est prise ici dans un sens très large puisqu'elle concerne aussi bien les choix du bachelier qui s'inscrit dans l'enseignement supérieur que les décisions de mobilité géographique du jeune diplômé en début de vie professionnelle. De par sa composition et la capacité d'expertise de ses membres (des chercheurs et universitaires, des chargés d'études et des responsables d'observatoires universitaires de la vie étudiante et de l'insertion, des chargés d'études du Céreq, de ses centres associés et du ministère de l'Éducation nationale), le GTES a choisi d'aborder la mobilité étudiante à partir de plusieurs points d'entrée. Le document se divise donc en trois parties. La première traite des enjeux institutionnels de la mobilité étudiante : il s'agit de comprendre pourquoi ce thème est au centre des préoccupations des différents acteurs, notamment au sein de l'enseignement supérieur. La deuxième rappelle les déterminants individuels de la

mobilité géographique en reprenant les travaux de recherche menés en sciences sociales sur ce sujet. Elle souligne la prégnance des facteurs liés à l'individu pour comprendre ces mouvements de mobilité, ce qui conduit souvent à relativiser la marge de manœuvre des établissements dans l'attraction des étudiants. La troisième partie, essentiellement méthodologique, analyse les sources statistiques, les indicateurs, les méthodes permettant de mesurer et d'analyser les mobilités étudiantes.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc48.pdf>

■ Comparer les universités au regard de l'insertion professionnelle de leurs étudiants. Quelques simulations à partir des enquêtes « Génération »

Alberto Lopez et Pierre Hallier

Marseille : Céreq, 2009, 25 p.

Collection « Net.Doc », n° 54

Cette note s'appuie sur les données des enquêtes « Génération » du Céreq. L'idée est de mettre à profit une source de données existante pour apporter des éléments de réflexion à la mise en place d'un critère de « performance insertion » de chaque université et pour apprécier les limites de cette démarche. Les options débattues dans le groupe de travail mentionné ci-dessus ont porté sur : le champ des sortants d'université à prendre en compte ; le choix de l'indicateur d'insertion ; les éléments du « contexte universitaire » à neutraliser pour évaluer la « performance insertion » de l'établissement ; la méthode de neutralisation de ces éléments. Au final, positionner les universités selon l'insertion de leurs étudiants suppose de choisir parmi de multiples options qui n'aboutiraient pas au même classement. Ces choix doivent donc la plupart du temps être fortement argumentés.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc54.pdf>

■ De l'enseignement supérieur à l'emploi : voies rapides et chemins de traverse

Julien Calmand, Dominique Epiphane et Pierre Hallier

Marseille : Céreq, 2009, 58 p.

Collection « NEF - Notes emploi formation n° 43 »

Ce document analyse les trois premières années de vie active des 380 000 jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 2004, diplômés ou non. Leur arrivée sur le marché du travail s'est effectuée dans un contexte économique difficile. Parmi eux, 75 000 jeunes, soit un sur cinq, ont arrêté leurs études dans l'enseignement supérieur sans y avoir obtenu de diplôme. Ils ont connu, comme leurs prédécesseurs sortis du système scolaire en 1998 et surtout ceux sortis en 2001, des difficultés importantes d'insertion professionnelle. Les jeunes qui sont, quant à eux, sortis de l'enseignement supérieur en 2004 avec un diplôme ont été moins exposés que les précédents aux aléas de la conjoncture ; ils n'y ont pas été pour autant insensibles.

<http://www.cereq.fr/cereq/nef43.pdf>

■ Les étudiants en France

Dirigé par Louis Gruel, Olivier Galland et Guillaume Houzel

Paris : Presses universitaires de France, 2009, 427 p.

Collection « Le lien social »

Au milieu du XXe siècle, les étudiants constituaient une frange étroite de la jeunesse et étaient pour la plupart des garçons issus des classes supérieures. Ils forment aujourd'hui un groupe nombreux, plus important numériquement que celui des artisans et commerçants. Être étudiant est devenu la forme canonique de la jeunesse, le modèle social privilégié du passage au statut adulte, non seulement dans les métropoles mais aussi dans les villes moyennes, non seulement pour les garçons mais aussi pour les filles. Celles-ci sont même devenues majoritaires parmi les inscrits post-baccalauréat. On observe cependant encore de fortes inégalités d'accès à l'enseignement supérieur selon l'origine sociale, et une importante différenciation des étudiants selon les études suivies. L'accroissement des effectifs s'est en effet accompagné d'une mutation et d'une diversification profondes des manières d'être étudiant. Cet ouvrage qui associe les compétences d'historiens, sociologues, économistes, statisticiens, politistes propose pour la première fois une vue d'ensemble des transformations qui ont affecté le monde étudiant depuis le début des années 1960 et un éclairage particulièrement approfondi des variations observables depuis le milieu des années 1990. Il apporte des repères chronologiques et démographiques; met en relation les changements institutionnels, les flux et parcours; analyse les formes de mobilisation et de représentation. Il s'intéresse à de multiples aspects de la vie étudiante : répartition de l'emploi du temps, argent, logement, alimentation, santé, pratiques culturelles, conditions d'étude et de réussite. Et il ne cède jamais à la facilité de présenter un illusoire étudiant moyen N : il décrit et analyse la diversité croissante d'un univers contrasté du point de vue du degré d'autonomie, du degré d'intégration au monde de l'enseignement supérieur, du degré de disponibilité pour suivre les cours et accomplir les tâches nécessaires à la poursuite et la réussite des études. Conçu à l'initiative et sous la responsabilité de l'Observatoire national de la Vie Étudiante (OVE), cet ouvrage a bénéficié du concours de la Mission CAARME (Centre d'Animations, d'Archives et de Recherches sur le Mouvement Étudiant) et du GERME (Groupe d'Études et de Recherche sur les Mouvements Étudiants), ainsi que de la participation de chercheurs de l'INRP et de l'OSC (Sciences Po/CNRS).

■ Les jeunes en France

Dirigé par Bernard Roudet

Québec : Presses de l'Université Laval, 2009.

Collection « Regard sur... »

Qui sont les jeunes Français ? Comment évoluent leurs comportements ? Quels changements sociaux vivent-ils ? Par les réponses qu'il propose, ce livre dresse un portrait social des jeunes en France. En présentant des travaux récents sur cet âge de la vie, une dizaine de spécialistes des questions de jeunesse interrogent les relations qui se tissent entre jeunes

et société et placent ce panorama sous le signe des mutations sociales en cours : augmentation et diversification de la population étudiante, évolution de la transition entre l'école et l'emploi, transformation des pratiques culturelles comme des attitudes politiques, situation difficile dans les banlieues, attention plus forte portée au corps et à l'apparence, émergence précoce d'une culture adolescente. La singularité des jeunes Français par rapport à celle des jeunes Européens est aussi abordée. Tout en invitant à une meilleure connaissance des jeunes, cet ouvrage permet de mieux comprendre la société française dans laquelle vivent ces nouvelles générations.

■ Sortir sans diplôme de l'université : comprendre les parcours d'étudiants « décrocheurs »

Coordonné par Nathalie Beaupère et Gérard Boudesseul

Paris : La Documentation française, 2009, 221 p.

Collection « Panorama des savoirs »

Cette recherche éclaire les motifs des sorties sans diplôme d'étudiants ayant été inscrits dans un premier cycle universitaire. Elle prolonge de nombreux autres travaux, pour la plupart de nature statistique, par une analyse sociologique conduite sur la base d'entretiens et de résultats typologiques qui instruisent sur les motivations de ces jeunes décrocheurs vis-à-vis de l'enseignement supérieur, sur les difficultés qu'ils y ont vécues, sur ce qu'ils y ont trouvé... L'étude dont rend compte cet ouvrage permet de penser les parcours des étudiants décrocheurs non pas seulement comme des « parcours à risque » (catégorie « à risque », parcours scolaires chaotiques, absentéisme, incompréhension des cours...), mais renouvelle au contraire le regard sur les sorties précoces du milieu universitaire qui sont directement liées à l'anticipation de la vie sociale et professionnelle future.

■ Une analyse de la professionnalisation des formations de l'enseignement supérieur à partir de l'insertion de leurs diplômés

Jean-François Giret et Stéphanie Moullet

Marseille : Céreq, 2008, 21 p.

Collection « Net.Doc », n° 35

Ce document reprend et développe certains des résultats présentés aux journées d'étude du RAPPE (Réseau d'analyse des politiques éducatives), à Aix-en-Provence en novembre 2002, à partir des travaux menés par les auteurs, au Céreq, sur l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc35.pdf>

■ **Etudier l'insertion des étudiants : les enjeux méthodologiques posés par le suivi de l'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur au niveau local, régional et national**

Nathalie Beaupère et Jean-François Giret

Marseille : Céreq, 2008, 50 p.

Collection « NEF - Notes emploi formation », n° 28

Ce document dresse un panorama des méthodes d'observation de l'insertion professionnelle des diplômés, principalement au niveau des établissements d'enseignement supérieur. Il détaille un certain nombre de méthodologies d'enquêtes produites au niveau local, régional ou national. Il revient sur les choix effectués lors de principales étapes de ces enquêtes [...] et propose également un calendrier prévisionnel pour la mise en place et l'exploitation d'une enquête d'insertion dans une université ou un autre institut d'enseignement supérieur qui mènerait pour la première fois ce type d'enquête. Le document se base sur une série d'entretiens auprès de responsables et de chargés d'études d'observatoires ainsi qu'auprès d'experts qui ont eu, au niveau local, régional ou national, à participer au système d'information sur l'insertion professionnelle des diplômés du supérieur. L'objectif de ces entretiens a consisté à identifier les méthodes de suivi les plus fréquemment utilisées, en soulignant leurs intérêts mais aussi leurs limites. [...] ce document propose quelques pistes d'harmonisations possibles, notamment sur le contenu des questionnaires, le traitement des non-réponses, la période d'observation et les principaux indicateurs d'insertion qui sont publiés à partir de ces enquêtes.

<http://www.cereq.fr/cereq/nef28.pdf>

■ **Objectif 50 % de diplômés de l'enseignement supérieur versus déclassement des jeunes**

Philippe Lemistre

Marseille : Céreq, 2008, 36 p.

Collection « Net.Doc », n° 39

Ce document tente une synthèse des enjeux et débat liés à l'expansion scolaire en France. Il examine les limites des projections à 2015 concernant l'objectif 50 % de diplômés, ceci en regard d'un taux déclassement des jeunes dont une réévaluation, à la baisse, est proposée après une discussion relative aux mesures disponibles. Le déclassement est le versant négatif de l'expansion scolaire à court terme. Les effets à long terme sont examinés comme des effets de composition négatifs (dévalorisation des diplômes) et positifs (croissance endogène, structuration des systèmes productifs, effets macro économiques moyens), les seconds semblant l'emporter sur les premiers. Cette perspective est défendue sur le plan théorique et en la resituant dans le débat actuel entre une analyse en terme « d'inflation scolaire » et d'économie de l'innovation.

<http://www.cereq.fr/cereq/netdoc39.pdf>